

PROFESSION DE FOI DE SUD ÉDUCATION

Le 15 juin 2023, nous voterons pour renouveler les membres du Conseil National de l'Enseignement Supérieur Et de la Recherche (CNESER). Cette instance est consultée sur les questions relatives aux missions confiées aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel et aux établissements publics de recherche.

Bien que le CNESER soit seulement consultatif et n'influence que très peu la politique menée par le ministère, nous pensons qu'il est utile d'y être présent·e·s pour *a minima* obtenir des informations afin d'alerter les personnels sur tous les sujets qui les concernent et construire avec eux le rapport de force et la mobilisation collective qui, seule, peut garantir des avancées.

Nos principes

Halte à la mise en concurrence des personnels, des équipes et des établissements !

Dans la continuité des politiques impulsées par le « processus de Bologne » (LMD, LRU...), la concurrence entre établissements, laboratoires, équipes est soutenue par la mise en compétition de chacun·e contre tou·te·s. Tout ceci, sous l'égide d'une évaluation purement quantitative et arbitraire, d'un assèchement des crédits récurrents au profit d'une recherche par projets et d'une individualisation des rémunérations et des carrières (stigmatisation voire expulsion des chercheur·e·s « non publiant·e·s » des unités de recherche, management par les primes).

Contre la précarité, gagnons la titularisation de tou·te·s nos collègues précaires !

La précarité généralisée amène un accroissement de l'insécurité et de la souffrance au travail pour toutes et tous: pression managériale, destruction des collectifs de travail, dévalorisation des collègues, charges administratives de plus en plus lourdes.

Pour une université ouverte à tou·te·s !

A l'opposé de l'idéal d'accès de toutes et tous aux savoirs, étudiantes et étudiants sont soumis·es à la sélection absurde de Parcoursup puis de Monmaster, à la dégradation et à l'atomisation de l'enseignement, à des parcours chaotiques, à de nouvelles barrières entre filières et régions et à la gestion locale des droits d'inscriptions. Avec le dispositif « Bienvenue en France », le ministère impose en outre une sélection par l'argent pour les étudiant·e·s extra-communautaires prélude probable à une hausse généralisée des droits d'inscriptions pour toutes et tous. Nous défendons au contraire l'idée d'une université et d'une recherche émancipatrices permettant l'accès de toutes et tous aux savoirs et aux résultats de la recherche : la mission principale des universités doit rester de produire et de diffuser les savoirs et leurs critiques.

Nos valeurs : Solidaires, Unitaires et Démocratiques

Notre syndicalisme refuse de s'arrêter à la porte de nos lieux de travail, il vise un vrai projet de transformation sociale. Si les luttes sectorielles sont utiles et nécessaires, pour nous elles doivent s'inscrire dans un objectif global de changement radical de société, pour un monde juste, ouvert et solidaire, au travers notamment d'un véritable partage des richesses et du travail ; un monde qui ne sacrifie pas l'intérêt général, les services publics et l'avenir de la planète, au profit de quelques intérêts privés ; un monde où la coopération remplace la compétition, où la différence est une richesse, où personne n'est laissé·e pour compte.

C'est pourquoi avec Solidaires nous participons activement à différentes initiatives : ATTAC dont Solidaires est membre fondateur, Plus Jamais Ça, Alliance Écologique et Sociale dont Solidaires a été l'un des moteurs ; la journée internationale des migrant·e·s ; la journée internationale de la lutte pour les droits des femmes, les marches des fiertés et la lutte contre les lgbtqia-phobies ; les luttes antiracistes et antifascistes à l'heure où les violences d'extrême-droite s'affirment de plus en plus sur nos campus.

SUD éducation est un syndicat intercatégoriel qui s'efforce d'unir les revendications des personnels de la maternelle à l'université, dans les écoles, les collèges, les lycées et les établissements d'enseignement supérieur. Nous défendons une vision du syndicalisme fondée sur la démocratie directe et l'autogestion dans la vie du syndicat.

Nous portons un syndicalisme de lutte qui défend les droits des personnels sans compromission avec la hiérarchie.

Le gouvernement refuse de se donner les moyens d'une autre politique. Pour exemple, le crédit impôt recherche (CIR), subvention déguisée aux entreprises, ampute le budget de l'État de 6 milliards d'euros, ce qui représente plus de deux fois la dotation totale du CNRS. Les capitalistes nous coûtent cher !



NOS PRINCIPALES REVENDICATIONS :

- un **salairé minimum à 1850 euros** net, la réduction des écarts de rémunération pour aller vers un salaire unique et la réduction du temps de travail,
- la fin des évaluations-sanctions, **la disparition de tous les systèmes de primes** et une refonte de la grille indiciaire,
- **l'égalité** de déroulement de carrière entre les hommes et les femmes,
- le **droit à la mutation** et la suppression de toute mobilité subie pour tous les personnels,
- **l'arrêt du recours généralisé à l'emploi précaire**, la titularisation immédiate des actuel-le-s non-titulaires et un plan d'urgence permettant de pourvoir les milliers d'emplois gelés,
- **l'abrogation du statut d'agent temporaire vacataire (ATV)** pour leur contractualisation,
- la transformation des heures « complémentaires » et des heures de vacation d'enseignement en emplois pérennes, jusqu'à résorption complète du problème des docteur.e.s qualifié.e.s sans poste,
- **l'arrêt de la sous-traitance** dans les universités (maintenance informatique, sécurité, entretien),
- la **gratuité** des frais d'inscription à l'université pour tou-te-s les étudiant-e-s,
- le **financement public** de toutes les thèses et une refonte du contrat doctoral garantissant l'égalité et l'indépendance de tou-te-s les doctorant-e-s,
- un plan de **lutte contre la précarité étudiante** : repas pour tout-e-s à 1€ au CROUS,
- **l'abrogation des lois LRU, Fioraso, LPR l'abrogation de la loi ORE** et de son dispositif de tri social Parcoursup, l'abrogation de la Loi Programmation recherche, l'annulation de la hausse des frais d'inscription pour les étudiant-e-s étranger-e-s hors-UE,
- une **construction massive de logements étudiants** et un véritable plan de rénovation de l'ensemble des universités,
- bénéficier d'une informatique libre et indépendante, rénover énergétiquement nos établissements, **construire la transition écologique** avec des restaurations saines et locales, développer des formations à la coopération pour nourrir des projets solidaires dès l'université, des programmes de sport et santé pour toutes et tous,
- le **refus de subventionner les établissements privés**, et la fin de l'habilitation des diplômes du privé,
- une **refonte des différentes instances démocratiques** locales dans nos établissements pour qu'elles soient plus proches de la répartition dans les différents corps d'usager-es et de personnels.

VOTEZ ET FAITES VOTER POUR LES CANDIDAT·E·S SUD EDUCATION



Fédération SUD Éducation
31 rue de la Grange aux Belles
75010 PARIS
☎ 01 58 39 30
✉ fede@sudeducation.org
🌐 www.sudeducation.org
📱📧📞

Liste soutenue par l'union syndicale Solidaires, Solidaires Fonction Publique, Sud Recherche et Solidaires étudiant-e-s

